

Questions orales

[Traduction]

LES PARCS NATIONAUX

JASPER—LA DÉMOLITION DES INSTALLATIONS FERROVIAIRES

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. Il y a quelques semaines, le ministre a eu la bonté de me dire que le rapport ministériel sur les parcs concernant la suppression des services de transport dans le parc national de Jasper lui serait communiqué. A-t-il reçu ce rapport et dans la négative quand compte-t-il le recevoir et le communiquer au public?

L'hon. Judd Buchanan (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur l'Orateur, j'ai en effet reçu ce rapport mais je suis actuellement occupé à étudier une analyse. Je compte l'examiner très prochainement. Je ne vois pas pourquoi il ne pourrait être communiqué au public presque immédiatement.

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député de High Park-Humber Valley (M. Jelinek) invoque le règlement.

M. Jelinek: Monsieur l'Orateur, vous vous souviendrez que le 3 janvier, jour où je partais pour Innsbruck avec surtout l'intention...

Des voix: Oh, oh!

● (1500)

M. Jelinek: ... de me renseigner à fond sur l'organisation et le fonctionnement des Jeux olympiques; j'ai dit alors que le gouvernement aurait dû le faire il y a longtemps.

Des voix: Bravo!

M. Jelinek: Ce jour-là, le secrétaire parlementaire du président du Conseil privé a porté à l'attention de la Chambre certaines déclarations que j'avais faites la veille au cours du débat sur la motion d'ajournement et dont l'une concernait Votre Honneur. Je voudrais profiter de cette occasion pour faire consigner au compte rendu qu'il s'agissait d'une remarque non préméditée et que je n'avais nullement l'intention d'offenser la présidence. Si certains ont prêté un autre sens à mes paroles, je voudrais saisir cette occasion, monsieur l'Orateur, pour vous présenter toutes mes excuses au sujet de ce malentendu.

Des voix: Bravo!

M. Cossitt: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement au sujet d'une question que j'ai posée à la Chambre il y a deux semaines lundi, au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Je lui avais demandé s'il pouvait nous donner des précisions sur les rumeurs selon lesquelles l'ambassade canadienne à la Havane aurait été envahie par la police cubaine, et le personnel et les représentants de la presse canadiens auraient été molestés pendant cet incident. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures avait alors répondu qu'il se renseignerait et qu'il ferait une déclaration. Quinze jours ont passé depuis; comme le premier ministre, à Cuba pendant cet incident, était assis à côté du ministre, ce dernier est certainement en mesure—s'il ne s'esquive pas—de nous dire maintenant ce qui s'est passé exactement.

[M. Ouellet.]

M. MacEachen: Monsieur l'Orateur, je me suis renseigné sur la question du député et j'ai découvert que Fidel Castro était accompagné de sa police de sécurité lors de sa visite à l'ambassade canadienne, ce qui est tout à fait normal. Il y a donc eu quelques légers malentendus qui ont été rapidement dissipés.

Des voix: Oh, oh!

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

FINANCES, COMMERCE ET QUESTIONS ÉCONOMIQUES

M. Norman A. Cafik (Ontario): J'ai l'honneur de présenter le treizième rapport du comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques.

[Note de l'éditeur: Le texte du rapport susmentionné figure aux Procès-verbaux de ce jour.]

* * *

QUESTIONS AU FEUILLETON

(Les questions auxquelles une réponse verbale est donnée sont marquées d'un astérisque.)

M. J.-J. Blais (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, on répond aujourd'hui aux questions n^{os} 3330, 3535, 3644, 3771, 3883, 3888 et 3902.

[Texte]

LA MODIFICATION DE LA LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

Question n^o 3330—**M. Brisco:**

Le ministère des Finances a-t-il étudié la possibilité que les intérêts sur les première et deuxième hypothèques d'une maison habitée par le propriétaire soient déductibles aux fins du calcul de l'impôt sur le revenu des particuliers?

M. Jacques-L. Trudel (secrétaire parlementaire du ministre des Finances): Le ministère des Finances a étudié à maintes occasions la possibilité de modifier la loi de l'impôt sur le revenu de façon que les intérêts hypothécaires soient déductibles, mais il l'a toujours rejetée. Il y a plusieurs raisons à cela: le coût très élevé d'une telle déduction, le fait qu'il y aurait discrimination entre ceux qui possèdent des hypothèques et ceux qui n'en ont pas, et le fait qu'il en résulterait une augmentation de la demande de capitaux empruntés, provoquant ainsi une hausse des taux d'intérêt.

LE PLAN GÉNÉRAL DE DÉVELOPPEMENT DE L'Î.-P.-É., PHASE 2

Question n^o 3535—**M. MacDonald (Egmont):**

Au sujet du récent accord sur la Phase 2 du plan de développement global de l'Île-du-Prince-Édouard, l'objectif général énoncé dans l'annexe "C" s'écarte-t-il des objectifs initiaux du plan, surtout étant donné l'absence de toute allusion à des conditions sociales améliorées?